

# Quelle souveraineté scientifique, technologique et industrielle pour notre pays ?

**Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris, Région 12**

**Mots-clés : Recherche, Indépendance, Souveraineté, Politique, Industrie**

## Crise décisionnaire

La souveraineté dans ces domaines cruciaux est une question purement politique, il s'agit du **management de la recherche**.

La souveraineté, c'est recentrer à un moment donné la capacité de décision. C'est donc une volonté purement politique qui est l'expression d'une liberté. Cette souveraineté a été particulièrement abolie dans quantité de domaines qui touchent à la recherche, aux technologies, et bien entendu à l'industrie.

Cette souveraineté passe aussi par la liberté de recherche et d'ingénierie par le domaine privé, que ce soit par des entreprises, des organismes de collectifs scientifiques, des associations... Et par la mise en place de circuits courts de financement (départementaux ou régionaux) adaptés justement à ces projets quelque peu hors d'un circuit institutionnel, mais d'une richesse incroyable.

## Les enjeux nationaux de la souveraineté scientifique

La crise actuelle de la pandémie du coronavirus démontre d'une manière saisissante le manque de souveraineté de notre recherche, de notre industrie de base et de nos technologies... Pourtant, la France est parmi les pays du monde les plus en pointe en matière de technologies chimiques, bactériologiques et de recherches médicales. Or, nous avons fait la cuisante expérience de la pénurie de matériels de protection, la totalité de la production d'équipements de ce type étant hors de France, et pire encore, hors d'Europe !

La coopération scientifique européenne a très bien fonctionné tant qu'il s'agissait d'accords bilatéraux ou multilatéraux où les participants étaient tout à fait capables ; pourtant depuis vingt ans au moins, les décisions supranationales ont pris le dessus et considérablement affaibli notre souveraineté.

En matière industrielle, le mirage des productions à bas coût visant à produire plus, au mépris du bien être humain et environnemental, fait que certains besoins essentiels pour le fonctionnement de notre pays viennent de l'autre bout de la planète. Certains grands secteurs et acteurs de l'industrie - particulièrement les technologies de l'énergie, des communications et du médical - parviennent à imposer une logique purement commerciale parfois contraire à l'intérêt de la nation. C'est une logique de société privée qui s'impose à la logique de l'État, mais qui passe par l'intermédiaire de l'État.

Les délocalisations de productions pour la recherche de coûts toujours plus faibles ne sont pas une fatalité, le profit effréné n'est pas une fatalité. D'ailleurs, l'attractivité de la France est en forte augmentation et la liste des entreprises qui ramènent sur le territoire leurs productions et chaînes de fabrication ne cesse de s'allonger.

## Les actions concrètes

**Revenir à la simplissime déclaration « chez nous, c'est nous qui décidons »** : refonte de règles européennes dans un esprit de bon sens qui renforcerait la solidarité et les relations saines entre États.

Revenir à une production locale et flexible en termes de capacité dans certains domaines classés comme « fondamentaux au bien-être de la nation » : souveraineté de base indispensable au fonctionnement d'un pays par la mise en place de partenariats concrets qui fidélisent l'entrepreneuriat privé au niveau local. Un cadre fixé par l'État imposerait des règles de productions *made in France*, les coûts devenant secondaires au regard de la souveraineté retrouvée. A étudier au cas par cas.

Cette volonté de souveraineté passe par une entente coordonnée et étroite entre l'État et le privé, avec des projets constructifs et des règles permettant d'assurer l'indépendance et la liberté de produire de la recherche scientifique, le développement de technologies et une production industrielle dynamique. Notre pays est bouillonnant de projets scientifiques et technologiques, souvent d'avant-garde. La crise du coronavirus a révélé à tous ce dynamisme. Palliant des manques cruciaux, des moyens de protections ont été conçus et produits par des entreprises et des regroupements de particuliers, à l'aide de la technologie d'impression 3D par exemple.

**Proposition phare : Revenir à une production locale et flexible en termes de capacité dans certains domaines classés comme « fondamentaux au bien-être de la nation.**